



ACTE D'ENGAGEMENT

Valant

Cahier des Clauses Administratives Particulières

A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT

Marché numéro	(si non renseigné ici : figure dans le courrier de notification)	
Objet du marché	Traitement des déchets à risques infectieux pour les établissements des Pays de la Loire adhérents du GIP GREDHA	
Référence consultation	GREDHA2025AO01TRAITEMENTDASRI	
Mode de passation	Appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.	
Etablissements concernés	Centres hospitaliers de la région des Pays-de-la-Loire	N/A
Référent administratif	Céline CHATELAIN 02 40 09 44 03 celine.chatelain@ch-erdreloire.fr	N/A
Référent technique	Raoul CHENAIS 02 40 09 44 18 raoul.chenais@ch-erdreloire.fr	N/A
Forme du contrat	Marché ordinaire	Article 4 -
Allotissement	OUI	Article 3 -
Durée initiale du marché	1 an et renouvelable 4 fois	Article 5 -
Reconductions	OUI (tacite)	5.2

B] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT (mandataire en cas de groupement d'entreprise)

Nom de l'entreprise	[]	
Adresse siège social	[]	
Adresse de l'établissement qui exécutera la prestation (si différent du siège)	[]	
Représenté par	[]	
Courriel / Tél / Fax	[]	
Numéro de SIRET	[]	

Uniquement en cas de cotraitance

Forme du groupement	SANS OBJET []	
	En cas de groupement solidaire, paiement sur un compte unique : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Si oui à la question précédente, ce compte est ouvert : <input type="checkbox"/> au nom du mandataire <input type="checkbox"/> au nom de tous les membres	

Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement (si groupement conjoint ou groupement solidaire avec répartition des paiements)	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
	[]	[]

TRAITEMENT

Mandat donné au mandataire	Pour signer le présent acte d'engagement et toutes les modifications ultérieures du marché public en leur nom et pour leur compte ; ainsi que pour les représenter vis à vis de l'Acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations.	
Engagement du candidat	Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché énumérées à l'article 6.1 du présent acte d'engagement valant C.C.A.P., et conformément à leurs clauses et stipulations Le Candidat s'engage, sur la base de son offre, à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.	
Avance	Le candidat renonce au bénéfice de l'avance : <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Compte(s) à créditer <i>Joindre les RIB des cotraitants le cas échéant</i>	Joindre ou insérer un R.I.B. à en-tête de la banque. Ne pas recopier les coordonnées bancaires.	
Signature de l'offre	Nom, prénom, qualité du signataire []	Fait à ... Le ...
C] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DE L'ACHETEUR <i>(coordonnateur en cas de groupement de commandes)</i>		
Désignation	GIP GREDHA Groupement régional des Pays de la Loire pour l'élimination des déchets hospitaliers et assimilés	
Représentant de l'Acheteur	La Directrice du GREDHA Madame DELAGE	
N° SIRET	184 409 118 00025	
Désignation du comptable assignataire des paiements	Trésorerie Principale 1 place Alexis Ricordeau 44093 NANTES CEDEX 01 t044020@dgfip.finances.gouv.fr	
Mois de remise des offres (M0)	AVRIL 2025	
Décision de l'Acheteur	La présente offre est acceptée : - aux prix indiqués dans les annexes financières jointes au présent document ; - pour le ou les lots indiqués dans la lettre de notification du marché ; - et conformément aux précisions et compléments éventuels figurant dans la lettre de notification du marché.	
Signature	Fait à Angers, le	La Directrice du GIP GREDHA

Article 1 - Table des matières

ARTICLE 1 - PARTIES AU CONTRAT	6
1.1 ACHETEUR	6
1.2 TITULAIRE	6
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHE	6
2.1 OBJET DU MARCHE	6
2.2 REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LE GREDHA ET LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 3 - DIVISION EN LOTS ET VALEUR ESTIMEE	7
ARTICLE 4 - FORME DU MARCHE(S)	7
ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	9
5.1 DUREE INITIALE	9
5.2 RECONDUCTIONS	9
5.3 MARCHES COMPLEMENTAIRES OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
ARTICLE 6 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	9
6.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
6.2 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE DU MARCHE	10
6.2.1 FORME DES NOTIFICATIONS	10
6.2.2 NOTIFICATIONS DU MARCHE ET DE SES MODIFICATIONS	10
6.2.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	10
6.2.4 NOTIFICATIONS DESTINEES A L'ACHETEUR	10
ARTICLE 7 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	10
7.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE	10
7.2 PRIX DE REFERENCE DU MARCHE	11
7.3 FORME DES PRIX	11
7.4 VARIATIONS DES PRIX DU MARCHE	11
7.5 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	12
7.6 VARIATION DU TAUX DE REMISE	12
7.7 OFFRES PROMOTIONNELLES	12
7.8 CLAUSE INCITATIVE LOGISTIQUE	13
ARTICLE 8 - AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	13
8.1 AVANCES	13
8.2 RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
9.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	13
9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	13
9.2.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	14
9.2.2 FACTURE ELECTRONIQUE	14
9.2.3 DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE	14

9.3	MODE DE REGLEMENT	15
9.4	TITULAIRE ETRANGER – LANGUE DU CONTRAT	15
ARTICLE 10 -	<u>EMISSION DES ORDRES DE SERVICE</u>	15
ARTICLE 11 -	<u>CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	16
11.1	QUALITE DES PRESTATIONS	16
11.2	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE SERVICES	16
ARTICLE 12 -	<u>MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU CONTRAT</u>	16
12.1	AJOUT OU RETRAIT D’UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE	16
12.2	CESSION DU MARCHE	16
12.3	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	17
ARTICLE 13 -	<u>SOUS-TRAITANCE</u>	17
ARTICLE 14 -	<u>OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE</u>	18
14.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	18
14.2	ASSURANCE	18
14.3	REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES SECURITES (RGPD)	19
ARTICLE 15 -	<u>OPERATIONS DE VERIFICATIONS</u>	19
15.1	DECISION APRES VERIFICATIONS	19
15.2	ADMISSION	19
15.3	RESPONSABILITE	19
ARTICLE 16 -	<u>GARANTIE</u>	19
ARTICLE 17 -	<u>DELAIS D’EXECUTION ET PENALITES DE RETARD</u>	20
17.1	DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL	20
17.2	EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	20
17.3	CALCUL DES PENALITES DE RETARD D’EXECUTION	20
-	POUR LA PRESTATION LAVAGE :	20
17.4	CUMUL	21
ARTICLE 18 -	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	21
18.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	21
18.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	21
18.3	RESILIATION POUR MOTIFS D’INTERET GENERAL	21
18.4	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	21
18.5	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
18.5.1	EN CAS D’INEXECUTION DE LA PRESTATION EN COURS D’EXECUTION	22
18.5.2	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	22
ARTICLE 19 -	<u>DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT</u>	22

Chapitre I : Généralités

Preamble :

Le Groupement d'Intérêt Public GREDHA groupement régional est une structure pérenne qui regroupe les producteurs des établissements publics et privés et garantit aux titulaires de chaque marché des conditions d'exercice de leur activité aussi satisfaisante que possible.

Les solutions qui seront retenues dans l'appel d'offres de collecte et de traitement tiendront compte des spécificités et des contingences propres à la région des Pays de la Loire.

Le groupement veillera à ce que les prestations soient maintenues à un haut niveau de qualité, durant toute la durée des marchés qui seront passés : les titulaires devront s'attacher à y concourir, afin de ne pas s'exposer inutilement à des pénalités financières.

La directrice du groupement adressera en même temps que l'ordre de service, une liste des adhérents, indiquant pour chacun d'eux le tonnage annuel des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) à éliminer au 31/12/2024.

Certains adhérents sont des "centres de regroupement" collectant de nombreux petits producteurs.

Les Titulaires sont invités à s'enquérir de contraintes éventuelles propres aux principaux établissements des territoires définis, auprès de leurs responsables.

Article 1 - Parties au contrat

1.1 Acheteur

GIP Groupement régional des Pays de la Loire pour l'élimination des déchets hospitaliers et assimilés

Centre hospitalier Erdre et Loire
160 rue du Verger
44156 ANCENIS SAINT GEREON CEDEX
☎ : 02.40.09.44.03 ☎ : 02.40.09.44.18
Mél: gredha.admin@ch-erdreloire.fr
Mél: gredha.technique@ch-erdreloire.fr
SIRET : 184 409 118 00025

Ci-après dénommé : « le GREDHA » ou « l'Acheteur »

1.2 Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'Acheteur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement [première page du présent document, rubrique B].

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement [rubrique B] indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir Adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Article 2 - Description du marché

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- Traitement : la réception, le contrôle de la radioactivité, la pesée, le traitement des DASRI issus des adhérents du GREDHA, le lavage, la désinfection des emballages et la fourniture des moyens de lavage désinfection in situ des véhicules de collecte.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au C.C.T.P.

Les établissements adhérents au GREDHA ayant identifié un besoin sont identifiés en annexe 1 à l'acte d'engagement. Ces établissements sont dits « bénéficiaires » des prestations.

Les établissements bénéficiaires sont susceptibles d'exécuter le marché dès sa date de prise d'effet, sauf si une autre date est mentionnée dans l'annexe précitée.

D'autres établissements qui adhèreraient au GREDHA en cours de marché pourront bénéficier des prestations prévues au marché dans les conditions prévues à l'article 12.1 du présent C.C.A.P., sous réserve des règles de la commande publique applicables en matière de modification de marché.

2.2 Répartition des compétences entre le GREDHA et les établissements bénéficiaires des prestations

En sa qualité de Pouvoir Adjudicateur, le GREDHA est compétent pour :

- Elaborer la politique et les stratégies d'achat, planifier les marchés,

TRAITEMENT

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché,
- Signer et notifier le marché,
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché, à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Gérer les litiges ou contentieux liés à la passation ou l'exécution des marchés, à l'exception des litiges locaux liés aux conditions d'exécution du marché,
- Assurer le suivi de l'exécution des marchés,
- Assurer l'exécution financières des marchés : émission des bons d'émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures.

Les établissements bénéficiaires des prestations sont chargés de :

- Identifier préalablement leurs besoins et communiquer au GREDHA une évaluation précise de ces besoins, préalablement au lancement des procédures de mise en concurrence ;
- Transmettre au GREDHA, dans le respect des échéanciers et calendriers établis par celui-ci, les données, états de besoins et toute autre pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation et de la passation des marchés ;
- Informer le GREDHA de toute difficulté d'exécution des marchés ;
- Régler au GREDHA les prestations réalisées par le Titulaire du marché dans le cadre des appels de fond périodiques fixés par les conventions de services conclues entre chaque établissement bénéficiaire et le GREDHA.

Article 3 - Division en lots et valeur estimée

ALLOTI

Le marché est passé en lots séparés décrits ci-dessous :

Lot n°	Intitulé	Valeur estimée (€ HT) Pour la durée d'une année
1	Territoire N°1 - Zone Est Pays de la Loire	43 919.60€
2	Territoire N°2 - Zone Ouest Pays de la Loire	190 220.45€
3	Territoire N°3 - Zone Centre Pays de la Loire	174 865.58€

Remarque : Les quantités prévisionnelles sont à la baisse.

Chacun des lots donnera lieu à la conclusion d'un marché.

Si plusieurs lots sont attribués à un même Titulaire, il est toutefois possible de ne signer avec ce Titulaire qu'un seul acte d'engagement regroupant tous ces lots.

Chacun des lots pris individuellement pourra faire l'objet d'une reconduction si celle-ci est prévue par le marché.

Article 4 - Forme du marché(s)

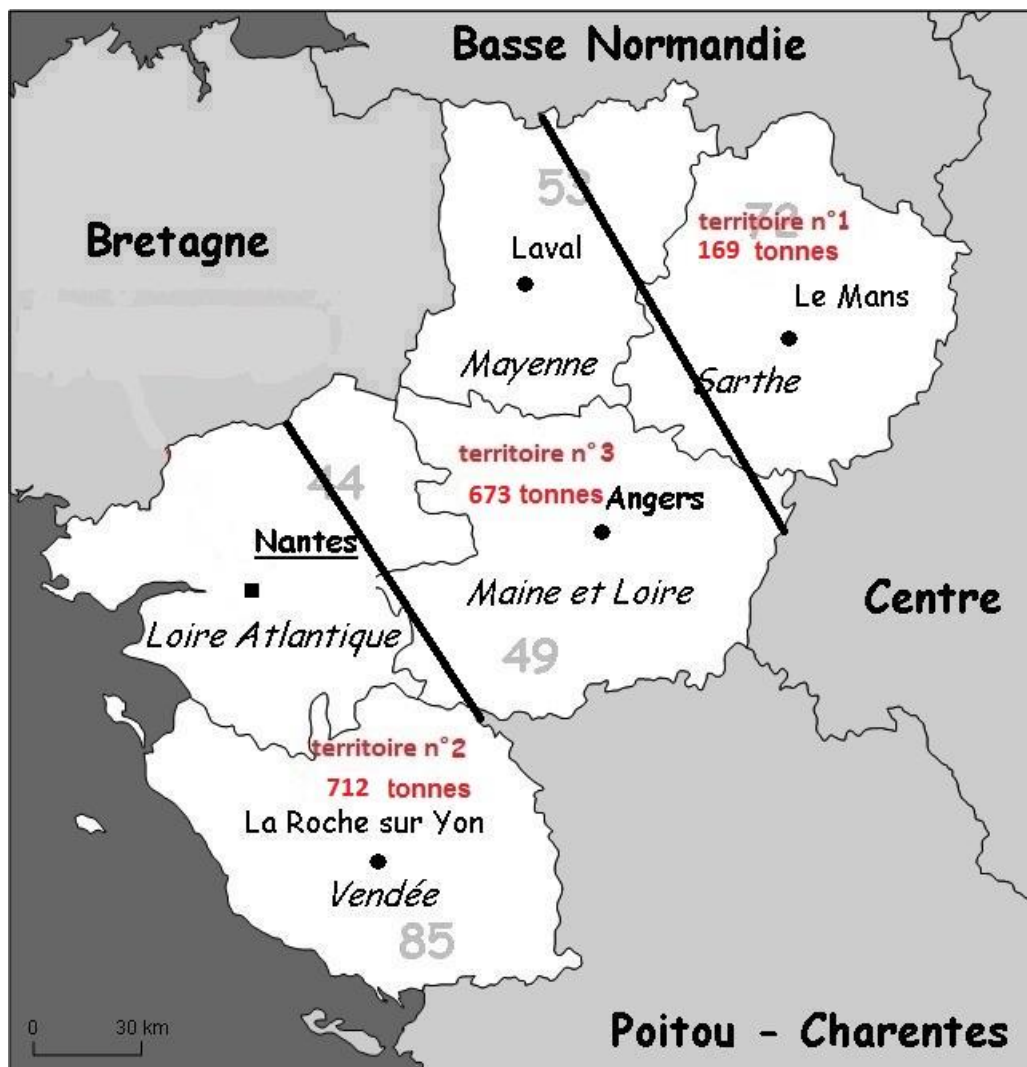
Il s'agit d'un marché de services.

Les quantités estimées mentionnées dans le catalogue des besoins sont indicatives ; elles ont été calculées en fonction des volumes constatés sur l'exercice précédent.

Le marché est conclu en mono-titularisation pour tous les lots.

La répartition des prestations entre les différents titulaires s'effectue de la façon suivante :

Carte des territoires avec les tonnages 2024



Article 5 - Durée du marché et reconduction

5.1 Durée initiale

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois calendaires à compter du 01/02/2026.

Le cas échéant, les établissements parties pour lesquels une date de début d'exécution est spécifique pour tout ou partie des lots sont mentionnés en annexe du C.C.A.P.

La date de fin du marché n'est pas modifiée par une date de début d'exécution spécifique.

5.2 Reconductions

Le marché est reconductible pour une période de douze (12) mois dans la limite de quatre (4) reconductions, sauf décision expresse de non reconduction de l'Acheteur.

Le cas échéant, au terme de chaque période du marché, l'Acheteur prend une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Chaque lot pris individuellement est ainsi reconductible.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée totale du marché n'excèdera pas cinq (5) ans.

5.3 Marchés complémentaires ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour les marchés de services, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'Acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Article 6 - Pièces contractuelles du marché

6.1 Pièces constitutives du marché

Le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- La lettre de notification du marché et, le cas échéant, son accusé réception ;
- Le présent acte d'engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :
 - Annexe n° 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
 - Annexe n° 2 : Liste des adhérents du GREDHA avec tonnage,
- Les autres modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
 - Annexe n° 1 : liste des adhérents du GREDHA par territoire,
 - Annexe n° 2 : modèle de fichier reporting,
 - Annexe n° 3 : territoire et montant de traitement
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021, JORF n° 78 du 1^{er} avril 2021, texte n° 18) ;
- L'offre technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

6.2 Pièces à délivrer au Titulaire du marché

6.2.1 *Forme des notifications*

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG-FCS avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en Titulaire.

6.2.2 *Notifications du marché et de ses modifications*

La notification du marché et de ses modifications est effectuée par le biais du profil d'Acheteur, ou à défaut, dans les conditions prévues à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

L'adresse électronique faisant foi pour la notification est celle renseignée par le Titulaire dans son compte utilisateur du profil d'Acheteur, dont il fait usage pour le dépôt de son offre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'Acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu la notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'Acheteur, à l'issue de ce délai.

6.2.3 *Nantissement et cession de créance*

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit à l'Acheteur. Il reçoit alors de la part de ce dernier, soit une copie de l'original du marché public délivrée en unique exemplaire, soit un certificat de cessibilité, transmis par l'organisme bénéficiaire de la cession au comptable assignataire des paiements. Il est à noter que l'Acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et 61 du code de la commande publique est le représentant légal de l'Acheteur.

6.2.4 *Notifications destinées à l'Acheteur*

Les notifications destinées à l'Acheteur, prévues en application des clauses du présent CCAP, telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée au début du présent document.

Chapitre II - Prix et règlements

Article 7 - Contenu et caractère des prix

7.1 Contenu des prix du marché

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges et frais afférents visés à l'article 10.1.3 du CCGA/FCS et nécessaires pour l'exécution du marché, ce qui inclut notamment :

TRAITEMENT

- Le cout de traitement,
- Les frais d'assurance,
- Le coût de transport jusqu'au nouveau lieu de traitement en cas de déroutement (grève, panne interne sur le centre de traitement titulaire, maintenance annuelle, ...) vers un autre centre de traitement,
Les emballages à usages uniques en cas de déroutement,
La main d'œuvre en cas de déroutement
Les frais afférents aux opérations de vérification,
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- Les frais de gestion,
- La réception des emballages,
- Le contrôle de la radioactivité des emballages,
- La pesée de chaque emballage,
- La fourniture des moyens de lavage désinfection in situ des véhicules de collecte après le déchargement des emballages,
- Le lavage désinfection interne et externe des emballages après vidage, et la main d'œuvre en cas de salissures résiduelles
- Le surlavage des GE en cas d'écoulement de sang des futs, des cartons ou des sacs,
- Tous matériels nécessaires pour le nettoyage et produits désinfectant pour des résidus,
- Le stockage temporaire au sec des emballages propres avant chargement par le prestataire de collecte,
- Le stockage temporaire des emballages pleins non conformes (poids) avant leur rechargement par le prestataire de collecte ou l'intervention des équipes techniques de l'adhérent,
- Le stockage temporaire des emballages radioactifs, pour décroissance ou dans l'attente d'une entreprise spécialisée,
- Le stockage temporaire des emballages pleins avant traitement ou déroutement,
- La fourniture et l'envoi aux adhérents de GREDHA des étiquettes d'identification nominatives,
- L'enlèvement des étiquettes identification nominatives avant le lavage.

7.2 Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix HT qui figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières. Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné en page de garde du présent document [rubrique C]. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix H.T. doivent mentionner deux décimales au maximum.

7.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

7.4 Variations des prix du marché

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisables annuellement à la date du **01/02/2026**, sur demande de l'une ou l'autre des Parties, en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.20 + (0.40 \cdot S/S_o) + (0.40 \cdot CPF/CPF_o)]$$

Avec :

P	Prix révisé du marché pour l'année N
Po	Prix initial du marché établi au mois de remise des offres (Mo)
S	Indice mensuel 1565187 salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (1)

TRAITEMENT

So Indice mensuel 1565187 salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (2)
CPF Indice mensuel 010534435 - Traitement et élimination des déchets dangereux (1)
CPFO Indice mensuel 010534435 - Traitement et élimination des déchets dangereux (2)

- (1) Indice correspondant au mois de décembre de l'année précédant l'année de révision.
(2) Indice du mois de remise des offres (M0) mentionné en page 2 du présent C.C.A.P.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial est réputée être celle du mois de remise des offres finales, mentionné en page 2 [rubrique C] du présent document.

Accès indices :

INSEE : <https://www.insee.fr/fr/information/1300606>

LE MONITEUR : <http://services.lemoniteur.fr/indices-index>

La demande de révision est adressée par la partie la plus diligente à l'autre partie, par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa transmission, au plus tard à la date prévue pour la prise d'effet de la révision. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée par l'autre partie.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

Clause de sauvegarde : l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché, à la date de changement de prix lorsque celui-ci conduit à une augmentation supérieure à 2% par an. Pour les marchés publics traités à prix unitaires, ce pourcentage s'entend pour chaque ligne du bordereau de prix.

7.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) est applicable de plein droit en sus du prix unitaire hors taxe, au taux prévu par la loi fiscale en vigueur à la date d'exécution des prestations, sous réserve que le Titulaire fasse apparaître distinctement dans sa facture mensuelle le prix unitaire hors taxes et hors TGAP, le montant de la TGAP et le montant TTC.

7.6 Variation du taux de remise

Les taux de remise inscrits au bordereau de prix unitaires et la remise catalogue indiquée dans les documents de l'offre du Titulaire constituent des taux plancher.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures.

7.7 Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le Titulaire peut faire bénéficier l'Acheteur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché. Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaire.

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur la désignation des produits concernés ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

7.8 Clause incitative logistique

Sans objet.

Article 8 - Avances et retenue de garantie

8.1 Avances

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement [rubrique B].

Le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial T.T.C. du marché ou de la tranche affermie, si la durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si la durée est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant initial du marché ou de la tranche affermie ou du bon de commande T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

8.2 Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

Article 9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Le paiement des prestations intervient mensuellement à terme échu, sous réserve de vérification du service fait.

9.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué conformément aux indications du Titulaire fournies dans la rubrique B de l'acte d'engagement ou à défaut, dans les autres documents de son offre.

9.2.2 Facture électronique

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, l'Acheteur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET de l'Acheteur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en page de garde du présent document [rubrique C] ou, en cas d'achat groupé, en annexe du C.C.A.P.

9.2.3 Dépôt de la facture électronique

La facture électronique doit obligatoirement comporter, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, son numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise, et dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Les factures et autres demandes de paiement sont établies à l'ordre de l'établissement concerné.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures ou au jour de la réalisation des prestations ou au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation, pour les prestations qui s'exécutent de façon continue.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

9.3 Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire des paiements est mentionné en page 2 du présent C.C.A.P. [rubrique C] ou, en cas d'achat groupé, en annexe du présent document.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points. Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au Titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait...

9.4 Titulaire étranger - Langue du contrat

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi, supports de formation, doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III - Exécution

Article 10 - Emission des ordres de service

L'ordre de service est la décision écrite émanant de la personne dûment habilitée par l'Acheteur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché.

Les ordres de service sont numérotés, datés et signés par le représentant de l'Acheteur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Article 11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 Qualité des prestations

Les fournitures ou prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

En cas d'échantillons, le Titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité équivalente à celle des échantillons fournis avec son offre.

11.2 Description des prestations de services

Voir au C.C.T.P.

Article 12 - Modifications en cours d'exécution du contrat

Outre les stipulations relatives au prix, à la durée ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

12.1 Ajout ou retrait d'un établissement bénéficiaire

10.1 - Retrait

Le retrait d'un adhérent du GREDHA dûment acceptée par l'assemblée générale peut s'effectuer à la fin de chaque année civile ; elle est subordonnée au respect d'un préavis de 3 mois adressé au président du GREDHA par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Titulaire est avisé de l'arrêt des prestations lié au retrait de l'établissement bénéficiaire, par ordre de service notifié un mois minimum avant la date d'effet.

10.2 - Ajout

Le Titulaire est tenu de prendre en charge les prestations liées au nouvel établissement bénéficiaire, conformément à l'ordre de service qui est notifié par le GREDHA un mois minimum au moins avant le début de la prestation.

10.3 - Formalisation

L'ajout ou le retrait d'un établissement bénéficiaire est effectué par ordre de service notifié au Titulaire. Les prix unitaires du marché sont applicables aux prestations relatives au nouvel établissement bénéficiaire.

Dans le cas où l'ajout d'un établissement modifie le contenu ou les modalités d'exécution des prestations, cet ajout donne lieu à la conclusion d'un avenant permettant d'acter le contenu et le prix des prestations ainsi modifiées.

12.2 Cession du marché

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'Acheteur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;

TRAITEMENT

- L'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'Acheteur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

L'Acheteur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Acheteur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

12.3 Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'Acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du Titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 13 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

La sous-traitance pour une partie des prestations prévues au marché est autorisée.

La sous-traitance de la prestation de traitement elle-même, au profit d'un autre centre de traitement agréé, sera toutefois limitée aux situations de maintenance du centre ou d'incident (panne du centre de traitement).

La sous-traitance pour cause d'incident devra rester exceptionnelle. Le prestataire est tenu d'informer le GREDHA des causes de l'incident et sa durée prévisible. Il informera de la même façon le GREDHA de la reprise normale de son activité. Si la cause de l'incident a pour effet de ne pas permettre d'assurer le traitement des DASRI dans les conditions réglementaires, le Titulaire est tenu de fournir à la date de la reprise une attestation de conformité émanant d'un organisme agréé par l'Etat pour en juger.

Dans tous les cas, les surcoûts liés à l'acheminement des DASRI vers ce(s) centre(s) seront à la charge du titulaire. Le transport des DASRI devra s'effectuer dans des conditions réglementaires (délais, types de véhicule et d'emballages).

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- La preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal,
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

Article 14 - Obligations générales du Titulaire

14.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à l'Acheteur son numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou s'il est établi à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'Acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

14.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'Acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché

14.3 Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 sur la protection des données (dit « RGPD »).

Chapitre IV - Constatation de l'exécution

Article 15 - Opérations de vérifications

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par l'Acheteur et ce, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

Les prestations prévues par le présent marché font l'objet de vérifications quantitative et qualitative approfondies au sens de l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du Titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise.

15.1 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le représentant de l'établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

15.2 Admission

L'admission des prestations donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti à l'Acheteur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

15.3 Responsabilité

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS. Le Titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des établissements bénéficiaires du marché.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison. Il est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 16 - Garantie

Par dérogation aux prescriptions de l'article 33 du CCAG-FCS, il n'y a pas lieu de prévoir une garantie pour les prestations objet du marché.

Chapitre V- Différends, litiges et fin du marché

Article 17 - Délais d'exécution et pénalités de retard

17.1 Définition du délai contractuel

Le délai de traitement des DASRI doit être conforme aux délais prescrits par la réglementation rappelée au CCTP.

Le délai de remise à disposition en nombre suffisant d'emballages (36) lavés et désinfectés par le Titulaire est précisé par le Titulaire dans son offre.

Ce délai ne doit pas excéder : **½ heure.**

Cependant, le représentant de chaque établissement peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

17.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis ci-dessus ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont imparfaitement réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement de l'Acheteur à ses propres obligations contractuelles.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

17.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

- Pour la prestation Traitement :

En cas d'interruption de la continuité de la prestation de traitement, induisant un stockage supplémentaire dans les établissements adhérents, le Titulaire applique à sa charge le plan de continuité régionale (afin de libérer rapidement les bacs collectés, transfert des DASRI dans des bacs de secours ou dans des cartons ADR puis acheminement vers d'autres exutoires).

En cas de non mise en œuvre des modalités prévues en cas d'arrêt temporaire pour cause de panne ou de grève, et induisant un stockage supplémentaire dans les établissements adhérents ou des frais de logistique supplémentaires, les pénalités seront égales à 20 % du montant normal correspondant à l'exécution totale du mois en cours, par jour de carence constaté.

- Pour la prestation Lavage :

En cas de constat sur les sites adhérents du GREDHA ou sur le centre de traitement, d'un manque de propreté intérieure comme extérieure des emballages lié à des écoulements dans les emballages ou à

un stockage extérieur, le titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 200 € par GE par constat d'un adhérent ou par le GREDHA, sans mise en demeure préalable.

17.4 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Le plafond de pénalité mentionné à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, est relevé à 30%.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Article 18 - Résiliation du marché

18.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

18.2 Résiliation pour événements liés au marché

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'Acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, l'Acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque les parties se seront entendues au préalable, au moyen d'un échange de lettres, pour mettre un terme au marché.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

18.3 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'Acheteur du marché peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

18.4 Résiliation aux torts du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 41.2 du CCAG-FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le

cadre de la mise en demeure, l'Acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'Acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'Acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

18.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

18.5.1 *En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution*

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'Acheteur se réserve le droit de faire appel à un opérateur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Dans ce cas, le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit l'Acheteur, de son impossibilité d'exécution ainsi que de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'Acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement du recours à l'opérateur tiers, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

La prestation de collecte et traitement des DASRI étant exécutée par l'addition de deux marchés distincts (collecte et traitement), l'incidence financière d'une interruption du contrat de traitement sur le contrat de collecte (ou inversement), aux torts du Titulaire, sera entièrement imputée au Titulaire défaillant.

Cette exécution aux frais et risques est précédée d'une mise en demeure préalable.

18.5.2 *Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire*

En application de l'article 45.1 du CCAG-FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'Acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Acheteur.

Article 19 - Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les Titulaires ou attributaires et l'Acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Nantes.

Chapitre VI - Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont listées dans le tableau ci-après.

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Notification du marché	Article 6.2.1	Article 4.2.1
Documents contractuels	Article 6.1	Article 4
Variations des prix	Article 7.4	Article 10.2.4 (prix révisables)
Pénalités	Article 17 -	Article 14
Délai de garantie	Article 16 -	Article 33
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 18.3	Article 42